

- 8° Kind en Gezin (Enfance et Famille)
- 9° Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij (Société publique des Déchets pour la Région flamande)
- 10° Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (Agence flamande pour les Personnes handicapées)
- 11° Vlaams Agentschap voor Ondernemersvorming - Syntra Vlaanderen (Agence flamande pour la Formation d'Entrepreneurs - Syntra Vlaanderen)
- 12° Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle)
- 13° Vlaamse Landmaatschappij (Société terrienne flamande)
- 14° Vlaamse Milieumaatschappij (Société flamande de l'Environnement)
- 15° Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt (Autorité de Régulation flamande pour le Marché de l'Electricité et du Gaz)
- 16° Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Geel (Centre public de Soins psychiatriques Geel)
- 17° Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Rekem (Centre public de Soins psychiatriques Rekem).

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 octobre 2005 autorisant la 'Vlaamse Reguleringsinstantie van de Elektriciteits- en Gasmarkt (VREG)' (Instance flamande de régulation pour le marché de l'électricité et de gaz naturel) à participer au régime de pensions instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mai 2002. »

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets :

- le 1<sup>er</sup> mai 2002 : pour ce qui est de l'article 2
- le 29 avril 2004 : pour ce qui est de 'Toerisme Vlaanderen'
- le 1<sup>er</sup> juillet 2005 : pour ce qui est du 'Vlaams Agentschap voor Internationaal Ondernemen'
- le 30 décembre 2005 : pour ce qui est de la 'Vlaams Agentschap Ondernemen'
- le 10 février 2006 : pour ce qui est du 'Vlaamse Regulator voor de Media'
- le 1<sup>er</sup> avril 2006 : pour ce qui est des agences visées à l'article 1<sup>er</sup>, points 5° à 15° inclus et du secrétariat permanent du conseil consultatif stratégique 'Vlaamse Onderwijsraad'
- le 1<sup>er</sup> janvier 2007 : pour ce qui est du 'Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Geel' et du 'Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Rekem'.

**Art. 4.** Le Ministre flamand qui a la politique générale en matière de personnel dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 janvier 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias et du Tourisme,  
G. BOURGEOIS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 707

[2007/200428]

#### 18 JANVIER 2007. — Décret relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par "réseau d'entreprises ou *cluster*" au sens du présent décret, il y a lieu d'entendre l'association de fait, l'association sans but lucratif, le groupement d'intérêt économique ou le groupement européen d'intérêt économique s'inscrivant dans un mode d'organisation du système productif établi à l'initiative, majoritairement, d'entreprises ayant une activité en Région wallonne, qui peuvent éventuellement s'adjoindre la participation d'institutions universitaires, de centres de recherche, de centres de formation, et qui se caractérise par :

- 1° la mobilisation d'une masse critique représentative d'un ou de plusieurs domaines d'activités;
- 2° la mise en place d'un cadre de coopération autour d'activités liées;
- 3° le développement volontaire de relations complémentaires entre les membres du réseau d'entreprises ou *cluster*;
- 4° la promotion d'une vision commune de développement.

Dans le cas d'une association de fait, le Gouvernement détermine les dispositions minimales qui doivent figurer dans la convention d'association qui lie les membres composant le réseau d'entreprises ou *cluster*.

Pour bénéficier d'un renouvellement de reconnaissance et de subvention, le réseau d'entreprises ou *cluster* initialement reconnu sous forme d'association de fait doit adopter le statut d'association sans but lucratif, de groupement d'intérêt économique ou de groupement européen d'intérêt économique.

**Art. 2.** Le Gouvernement peut reconnaître, sur avis du comité d'examen prévu à l'article 4, pour une période de trois années renouvelable, le réseau d'entreprises ou *cluster* qui développe ou s'engage à développer un ensemble d'activités s'intégrant dans chacun des six axes repris ci-après :

1° des actions destinées à se connaître entre membres d'un réseau d'entreprises ou *cluster* et en vue de connaître l'environnement du domaine d'activité concerné;

2° des actions visant à renforcer les liens commerciaux entre les membres du réseau d'entreprises ou *cluster* ou leur permettant d'accéder à une capacité innovatrice et à un seuil de compétitivité accrus;

3° des actions de développement de partenariats impliquant des membres du réseau d'entreprises ou *cluster* dans les domaines de la production de biens et de services, de la recherche-développement ou de l'approche commerciale avec, le cas échéant, la création d'activités nouvelles;

4° des actions de promotion locale et internationale du réseau d'entreprises ou *cluster* en vue éventuellement de renforcer l'attractivité de la Région wallonne à l'égard des investisseurs étrangers et la participation de celui-ci à des salons spécialisés;

5° des actions de partage de connaissances et d'échange de bonnes pratiques entre réseaux d'entreprises ou *clusters*, y compris au niveau international;

6° des actions visant à renforcer la synergie entre les activités du réseau d'entreprises ou *cluster* et celles d'autres formes d'organisation d'entreprises, notamment les pôles de compétitivité.

Le Gouvernement peut préciser le type d'actions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> en fonction soit de l'évolution du domaine d'activité concerné par le réseau d'entreprises ou *cluster*, soit du nombre d'années d'existence de celui-ci.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement peut octroyer, selon les modalités qu'il détermine, après avis du comité d'examen visé à l'article 4, une subvention triennale au réseau d'entreprises ou *cluster* reconnu au sens de l'article 2.

Les coûts admis à la subvention sont fixés par le Gouvernement et plafonnés à 160.000 euros par année.

Les coûts admis servant de base au calcul de la subvention sont les coûts de structure et d'organisation directement liés à la mise en place, au fonctionnement journalier et au développement du réseau d'entreprises ou *cluster*, à l'exclusion des coûts financés par d'autres programmes de subventions publiques (régionales, nationales ou communautaires).

La subvention représente un pourcentage de ces coûts déterminés comme suit :

1° les trois premières années, 100 % des coûts;

2° les trois années suivantes, 80 % des coûts;

3° les années suivantes, 50 % des coûts.

Pour bénéficier du renouvellement de la subvention au terme du premier triennat, le réseau d'entreprises ou *cluster* devra communiquer un nouveau plan d'actions assorti de nouveaux objectifs à atteindre durant la période de reconduction.

Pour bénéficier d'une subvention au-delà de la sixième année, le réseau d'entreprises ou *cluster* devra démontrer, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, qu'une évolution favorable du domaine d'activité s'est réalisée au regard des indicateurs de performance fixés dans le cadre de la procédure de reconnaissance, de renouvellement et de subvention visée à l'article 5.

§ 2. Le Gouvernement peut octroyer selon les modalités qu'il détermine, après avis du comité d'examen visé à l'article 4, une subvention spécifique au réseau d'entreprises ou *cluster* qui :

1° soit met en place un partenariat visant sa participation à un programme de coopération internationale;

2° soit conclut une coopération entre réseaux d'entreprises ou *clusters* en vue de réaliser une tâche spécifique, y compris dans un cadre international.

Le plafond de l'intervention dans le cadre de la subvention spécifique visée ci-dessus s'élève à maximum 24.000 euros.

Les coûts admis découlant de l'action visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont les dépenses nécessaires au montage du partenariat, à l'exclusion des coûts financés par d'autres programmes de subventions publiques (régionales, nationales ou communautaires).

Les coûts admis découlant de l'action visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont les coûts supplémentaires supportés par le réseau d'entreprises ou *cluster* en vue d'accomplir la coopération proposée, à l'exclusion des coûts financés par d'autres programmes de subventions publiques (régionales, nationales ou communautaires).

**Art. 4.** Un comité d'examen est créé dans le cadre du présent décret. Il a pour mission de remettre un avis au Gouvernement sur :

1° les dossiers de demande de première reconnaissance et de subvention;

2° les dossiers de renouvellement de reconnaissance et de subvention sur la base de l'évaluation visée à l'article 8;

3° les dossiers de demande de subvention spécifique visée à l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°;

4° les propositions de retrait de reconnaissance et de subvention d'un réseau d'entreprises ou *cluster*;

5° les modalités de mise en œuvre du présent décret.

Le comité d'examen se compose :

1° d'un représentant du Ministre qui a l'Economie dans ses attributions et d'un suppléant;

2° d'un membre et d'un suppléant issus de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

3° d'un membre et d'un suppléant issus de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie;

4° de deux experts et de deux suppléants mandatés par le Conseil économique et social de la Région wallonne;

5° de deux experts indépendants extérieurs et de deux suppléants.

Le Gouvernement nomme le président du comité d'examen et désigne les membres du comité d'examen visés à l'alinéa 2, 2°, 3° et 5°. En ce qui concerne les membres visés à l'alinéa 2, 4°, il les désigne, le cas échéant, sur la base d'une proposition émanant de l'organisme mandant.

Seuls les membres visés à l'alinéa 2, 1° à 3°, ont voix délibérative.

Le comité d'examen se réunit en fonction du nombre de demandes déposées et au moins deux fois par an. Le Gouvernement fixe la procédure de saisine du comité d'examen.

Le mandat des membres et experts a une durée de cinq ans. Il prend fin :

- 1° en cas de démission;
- 2° lorsque le mandant qui a proposé un membre demande son remplacement;
- 3° lorsqu'un membre perd la qualité qui justifiait son mandat.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé par son suppléant pour la période qui reste à couvrir.

Les membres du comité d'examen sont tenus de garder le secret des faits, actes ou renseignements dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions tant durant le mandat qu'après expiration de celui-ci.

**Art. 5.** Dans le cadre de ses missions prévues à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, le comité d'examen prend en compte le caractère innovant de la démarche initiée par le réseau d'entreprises ou *cluster* ainsi que la mise en œuvre par celui-ci d'actions associées à chacun des six axes définis à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 6°. Il motive son avis en prenant en compte les critères suivants :

- 1° la représentativité du réseau d'entreprises ou *cluster* en termes de masse critique appréciée, entre autres, au regard de la dimension spatiale et du domaine d'activité concerné;
- 2° les modalités relatives à l'intégration de nouveaux membres au sein du réseau d'entreprises ou *cluster*;
- 3° le niveau d'interactivité entre les membres du réseau d'entreprises ou *cluster*;
- 4° le niveau de vision commune et la qualité des actions visées à l'article 2;
- 5° les indicateurs de performance qualitatifs et quantitatifs consécutifs à la mise en réseau des entreprises dans le cadre du *cluster*;
- 6° la qualité de l'animation et du mode de gestion du réseau d'entreprises ou *cluster* ;
- 7° la valeur ajoutée attendue sur le plan régional;
- 8° l'additionnalité de l'action publique;
- 9° la possibilité de pérenniser le réseau d'entreprises ou *cluster* ;

10° la complémentarité avec d'autres réseaux d'entreprises ou *clusters* ou les pôles de compétitivité soutenus par le Gouvernement.

Dans l'hypothèse visée à l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le comité d'examen analyse les dossiers de demande de subvention spécifique, selon les critères suivants :

- 1° le niveau d'intégration du réseau d'entreprises ou *cluster* dans le projet de programme international;
- 2° le type de programmes et d'actions envisagés;
- 3° les retombées économiques et technologiques potentielles pour la Région wallonne.

Dans l'hypothèse visée à l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le comité d'examen analyse les dossiers de demande de subvention spécifique, selon les critères suivants :

- 1° la présentation d'un accord de partenariat entre les réseaux d'entreprises ou *clusters* concernés;
- 2° l'additionnalité de la tâche à mener par rapport aux actions visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 3° les retombées économiques et technologiques potentielles pour la Région wallonne;
- 4° la qualité de la coopération envisagée;
- 5° la précision du plan financier du projet et la mobilisation effective d'autres sources de financement.

Le Gouvernement peut préciser les critères visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 6.** Le Gouvernement détermine les procédures de reconnaissance et de renouvellement de celle-ci.

Il détermine les modalités d'octroi, de contrôle et de versement de la subvention.

Il détermine également la procédure de retrait de reconnaissance si le réseau d'entreprises ou *cluster* ne satisfait plus aux conditions édictées par ou en vertu du présent décret.

**Art. 7.** Le Gouvernement communique annuellement au Parlement wallon un rapport sur l'exécution du présent décret, assorti éventuellement des éléments d'évaluation effectuée.

Il en informe le Conseil économique et social de la Région wallonne.

**Art. 8.** Au cours du dernier semestre de chaque période de trois années de reconnaissance, le réseau d'entreprises ou *cluster* subventionné fait l'objet, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, d'une évaluation globale.

**Art. 9.** Tous les trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement procède à une évaluation externe, menée en partenariat avec le Conseil économique et social de la Région wallonne, de la politique wallonne de mise en réseau ou *clustering*.

Les conclusions de cette évaluation sont communiquées au Parlement wallon.

**Art. 10.** Le réseau d'entreprises ou *cluster* qui bénéficie, avant l'entrée en vigueur du présent décret, d'une subvention de fonctionnement octroyée par le Gouvernement continue à bénéficier de cette subvention jusqu'à la date de reconnaissance en tant que réseau d'entreprises ou *cluster*, à condition d'avoir introduit une demande de reconnaissance dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour le calcul de la subvention visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, il est tenu compte, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, des périodes antérieures d'octroi de subvention pour déterminer le pourcentage des coûts admis.

**Art. 11.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Donné à Namur, le 18 janvier 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,  
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2006-2007.*  
*Documents du Parlement wallon*, 478 (2006-2007). n<sup>os</sup> 1 et 2.  
*Compte rendu intégral*, séance publique du 17 janvier 2007.  
Discussion - Votes.

—  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 707

[2007/200428]

**18. JANUAR 2007 — Dekret über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1.** Unter "Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster" im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man die nichtrechtsfähige Vereinigung, die Vereinigung ohne Erwerbszweck, die wirtschaftliche Interessenvereinigung oder die europäische wirtschaftliche Interessenvereinigung (EWIV), die sich in einen Organisationsmodus des Produktionssystems einfügt, der auf die mehrheitliche Initiative von Betrieben hin geschaffen wird, die in der Wallonischen Region eine Aktivität haben, mit oder ohne die Beteiligung von universitären Einrichtungen, Forschungszentren, Ausbildungszentren, und die folgende Merkmale aufweist:

- 1° die Mobilisierung einer kritischen Größe, die für einen oder mehrere Tätigkeitsbereiche repräsentativ ist;
- 2° die Einführung eines Kooperationsrahmens für miteinander verbundene Tätigkeiten;
- 3° die freiwillige Entwicklung zwischen den Mitgliedern des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters von einander ergänzenden Beziehungen;
- 4° die Förderung einer gemeinsamen Entwicklungsvision.

Im Falle einer nichtrechtsfähigen Vereinigung bestimmt die Regierung die minimalen Bestimmungen, die in der Vereinigungsvereinbarung zwischen den Mitgliedern des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters aufgenommen werden müssen.

Damit die Anerkennung oder Subvention erneuert werden kann, muss das Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster, das ursprünglich als nichtrechtsfähige Vereinigung anerkannt war, den Status einer Vereinigung ohne Erwerbszweck, einer wirtschaftlichen Interessenvereinigung oder einer europäischen wirtschaftlichen Interessenvereinigung annehmen.

**Art. 2.** Die Regierung kann auf Gutachten des in Art. 4 vorgesehenen Prüfungsausschusses und für eine erneuerbare Dauer von drei Jahren das Unternehmensnetzwerk bzw. Cluster anerkennen, das eine Gesamtheit von Aktivitäten, die sich in jede der sechs nachstehenden Achsen einfügen, entwickelt oder sich zu deren Entwicklung verpflichtet:

- 1° Aktionen, um die Mitglieder eines Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters miteinander bekannt zu machen, und den Rahmen des betroffenen Tätigkeitsbereichs besser zu kennen;
- 2° Aktionen, um die Handelsbeziehungen zwischen den Mitgliedern des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters zu stärken, oder ihnen den Zugang zu einer besseren Innovations- oder Wettbewerbsfähigkeit zu ermöglichen;
- 3° Aktionen zur Bildung von Partnerschaften zwischen den Mitgliedern des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters in den Bereichen der Erzeugung von Gütern und Dienstleistungen, der Forschung und Entwicklung oder des Vertriebs, ggf. mit der Schaffung von neuen Aktivitäten;
- 4° Aktionen zur lokalen und internationalen Förderung des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters, ggf. um die Attraktivität der Wallonischen Region gegenüber ausländischen Investoren und die Teilnahme des Unternehmensnetzwerks bzw. Clusters an Fachmessen zu verstärken;
- 5° Aktionen zum Teilen von Kenntnissen und zum Austausch von bewährten Verfahren zwischen Unternehmensnetzwerken bzw. Clusters, einschließlich auf internationaler Ebene;

6° Aktionen zur Stärkung der Synergie zwischen den Aktivitäten des Unternehmensnetzwerks bzw. *Clusters* und denjenigen anderer Formen der Unternehmensorganisation, u.a. Wettbewerbspolen.

Die Regierung kann die Art der in Absatz 1 erwähnten Aktionen näher bestimmen, entweder aufgrund der Entwicklung des Tätigkeitsbereichs, in dem das Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster* aktiv ist, oder aufgrund der Anzahl Existenzjahre dieses Netzes bzw. *Clusters*.

**Art. 3.** § 1. Die Regierung kann nach von ihr festgelegten Bestimmungen dem im Sinne von Art. 2 anerkannten Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster* eine dreijährige Subvention gewähren, nach vorheriger Begutachtung des in Art. 4 erwähnten Prüfungsausschusses.

Die für die Subvention zulässigen Kosten werden von der Regierung festgelegt und auf 160.000 Euro pro Jahr begrenzt.

Die zugelassenen Kosten, die der Berechnung der Subvention als Grundlage dienen, sind die Struktur- und Organisationskosten, die unmittelbar mit der Einführung, der täglichen Arbeit und der Entwicklung des Unternehmensnetzwerks bzw. *Clusters* verbunden sind, unter Ausschluss der Kosten, die über andere öffentliche (regionale, nationale oder gemeinschaftliche) Subventionsprogramme finanziert werden.

Die Subvention beträgt einen Prozentsatz dieser wie folgt bestimmten Kosten:

- 1° die ersten drei Jahre, 100% der Kosten;
- 2° die nächsten drei Jahre, 80% der Kosten;
- 3° die nächsten Jahre, 50% der Kosten.

Um in den Genuss der Erneuerung der Subvention am Ende der ersten drei Jahre zu gelangen, muss das Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster* einen neuen Aktionsplan mit neuen Zielsetzungen, die während des Erneuerungszeitraums erreicht werden müssen, vorstellen.

Um nach dem sechsten Jahr eine Subvention erhalten zu können, muss das Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster* nach von der Regierung festgelegten Modalitäten nachweisen, dass der Tätigkeitsbereich eine günstige Entwicklung verzeichnet hat, dies auf der Grundlage von Leistungsindikatoren, die im Rahmen des in Art. 5 erwähnten Verfahrens für die Anerkennung, Erneuerung und Bezuschussung bestimmt werden.

§ 2. Die Regierung kann nach vorheriger Begutachtung des in Art. 4 erwähnten Prüfungsausschusses und nach von ihr festgelegten Bestimmungen eine spezifische Subvention an das Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster* gewähren, das:

- 1° entweder eine Partnerschaft bildet zwecks seiner Teilnahme an einem internationalen Zusammenarbeitsprogramm;
- 2° oder eine Zusammenarbeit zwischen Unternehmensnetzwerken bzw. *Clusters* zwecks der Durchführung einer spezifischen Aufgabe, einschließlich in einem internationalen Rahmen, vereinbart.

Die Höchstbetragsgrenze im Rahmen der oben erwähnten spezifischen Subvention beläuft sich auf 24.000 Euro.

Die zugelassenen Kosten, die sich aus der in Absatz 1, 1° erwähnten Aktion ergeben, sind die notwendigen Ausgaben für die Bildung der Partnerschaft, unter Ausschluss der Kosten, die über andere öffentliche (regionale, nationale oder gemeinschaftliche) Subventionsprogramme finanziert werden.

Die zugelassenen Kosten, die sich aus der in Absatz 1, 2° erwähnten Aktion ergeben, sind die zusätzlichen Ausgaben, die vom Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster* getragen werden, um die vorgeschlagene Zusammenarbeit durchzuführen, unter Ausschluss der Kosten, die über andere öffentliche (regionale, nationale oder gemeinschaftliche) Subventionsprogramme finanziert werden.

**Art. 4.** Ein Prüfungsausschuss wird im Rahmen des vorliegenden Dekrets gebildet. Seine Aufgabe besteht darin, der Regierung ein Gutachten abzugeben über:

- 1° die Akten bezüglich der Anträge auf eine erste Anerkennung und Bezuschussung;
- 2° die Akten bezüglich der Erneuerung der Anerkennung und Bezuschussung aufgrund der Bewertung im Sinne von Art. 8;
- 3° die Akten bezüglich der Anträge auf eine spezifische Subvention im Sinne von Art. 3, § 2, Absatz 1, 1° und 2°;
- 4° die Vorschläge zur Zurückziehung der Anerkennung und Bezuschussung eines Unternehmensnetzwerks bzw. *Clusters*;
- 5° die Modalitäten zur Umsetzung des vorliegenden Dekrets.

Der Prüfungsausschuss besteht aus:

- 1° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, und einem Stellvertreter;
- 2° einem Mitglied und einem Stellvertreter, die die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region vertreten;
- 3° einem Mitglied und einem Stellvertreter, die die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region vertreten;
- 4° zwei Sachverständigen und zwei Stellvertretern, die vom Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region beauftragt werden;
- 5° zwei außenstehenden unabhängigen Sachverständigen und zwei Stellvertretern.

Die Regierung ernennt den Vorsitzenden des Prüfungsausschusses und bestimmt die in Absatz 2, 2°, 3° und 5° erwähnten Mitglieder. Was die in Absatz 2, 4° erwähnten Mitglieder betrifft, bestimmt die Regierung diese ggf. auf der Grundlage eines Vorschlags von der Einrichtung, von der sie beauftragt werden.

Nur die in Absatz 2, 1° bis 3° erwähnten Mitglieder verfügen über eine beschließende Stimme.

Der Prüfungsausschuss tritt je nach der Anzahl der eingereichten Anträge und mindestens zweimal pro Jahr zusammen. Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Befassung des Prüfungsausschusses.



Das Mandat der Mitglieder und Sachverständigen hat eine Dauer von fünf Jahren. Es geht zu Ende:

1° bei Rücktritt;

2° wenn die beauftragende Instanz, die ein Mitglied vorgeschlagen hat, dessen Ersatz beantragt;

3° wenn ein Mitglied die Eigenschaft verliert, aufgrund deren sein Mandat beruhte.

Das Mitglied, das die Ausübung seines Mandats einstellt, bevor es abläuft, wird für den Zeitraum, der noch zu decken bleibt, durch seinen Stellvertreter ersetzt.

Die Mitglieder des Prüfungsausschusses sind zur Geheimhaltung verpflichtet, was die Tatsachen, Handlungen und Auskünfte angeht, von denen sie bei der Ausübung ihres Amtes sowohl bei der Ausübung ihres Mandats als nach dessen Ablauf Kenntnis gehabt haben.

**Art. 5.** Im Rahmen seiner in Artikel 4, Absatz 1, 1° bis 3° vorgesehenen Aufgaben berücksichtigt der Prüfungsausschuss den innovativen Charakter des vom Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster* in die Wege geleiteten Vorgangs sowie die Durchführung durch letzteres von Aktionen, die mit jeder der sechs Achsen im Sinne von Artikel 2, Absatz 1, 1° bis 6°, verbunden sind. Er begründet sein Gutachten unter Berücksichtigung folgender Kriterien:

1° die Repräsentativität des Unternehmensnetzwerks bzw. *Clusters*, was die kritische Masse angeht, wobei diese u.a. hinsichtlich der räumlichen Größenordnung und des betroffenen Tätigkeitsbereichs bewertet wird;

2° die Modalitäten für die Eingliederung neuer Mitglieder in das Unternehmensnetzwerk bzw. *Clusters*;

3° der Grad der Interaktivität zwischen den Mitgliedern des Unternehmensnetzwerks bzw. *Clusters*;

4° der Grad der gemeinsamen Vision und die Qualität der Aktionen im Sinne von Artikel 2;

5° die qualitativen und quantitativen Leistungsindikatoren im Anschluss an die Vernetzung der Betriebe im Rahmen des *Clusters*;

6° die Qualität der Animation und der Führung des Unternehmensnetzwerks bzw. *Clusters*;

7° der erhoffte Mehrwert auf regionaler Ebene;

8° die Zusätzlichkeit der Aktion der öffentlichen Behörden;

9° die Möglichkeit des Fortbestands des Unternehmensnetzwerks bzw. *Clusters*;

10° die Komplementarität mit anderen Unternehmensnetzwerken bzw. *Clusters* oder von der Regierung geförderten Wettbewerbspolen.

In der in Artikel 3, § 2, Absatz 1, 1° erwähnten Annahme untersucht der Prüfungsausschuss die Akten bezüglich der Anträge auf eine spezifische Subvention unter Berücksichtigung folgender Kriterien:

1° der Grad der Integration des Unternehmensnetzwerks bzw. *Cluster* im Projekt des internationalen Programms;

2° die Art der in Betracht gezogenen Programme und Aktionen;

3° die möglichen wirtschaftlichen und technologischen Auswirkungen für die Wallonische Region.

In der in Artikel 3, § 2, Absatz 1, 2° erwähnten Annahme untersucht der Prüfungsausschuss die Akten bezüglich der Anträge auf eine spezifische Subvention unter Berücksichtigung folgender Kriterien:

1° die Vorlage einer Partnerschaftvereinbarung zwischen den betroffenen Unternehmensnetzwerken bzw. *Clusters*;

2° die Zusätzlichkeit der zu erfüllenden Aufgabe im Verhältnis zu den in Artikel 2, Absatz 1 erwähnten Aktionen;

3° die möglichen wirtschaftlichen und technologischen Auswirkungen für die Wallonische Region;

4° die Qualität der in Betracht gezogenen Zusammenarbeit;

5° die Genauigkeit des Finanzplans für das Projekt und die effektive Mobilisierung anderer Finanzierungsquellen.

Die Regierung kann die in den Absätzen 2 und 2 erwähnten Kriterien näher bestimmen.

**Art. 6.** Die Regierung bestimmt die Verfahren für die Anerkennung und deren Erneuerung.

Sie bestimmt die Modalitäten für die Gewährung, Prüfung und Zahlung der Subvention.

Sie bestimmt ebenfalls das Verfahren für den Rückzug der Anerkennung wenn das Unternehmensnetzwerk oder *Cluster* den in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets verabschiedeten Bedingungen nicht mehr genügt.

**Art. 7.** Die Regierung übermittelt dem Wallonischen Parlament einen jährlichen Bericht über die Ausführung des vorliegenden Dekrets, dem ggf. die Elemente der vorgenommenen Bewertung beigefügt werden.

Sie informiert den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region darüber.

**Art. 8.** Im Laufe des letzten Halbjahrs jedes dreijährigen Zeitraums der Anerkennung ist das bezuschusste Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster* Gegenstand einer allgemeinen Bewertung nach von der Regierung festgelegten Modalitäten.

**Art. 9.** Alle drei Jahre ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets lässt die Regierung eine externe Bewertung der Wallonischen Politik in Bezug auf die Netzwerkbildung bzw. das *Clustering* durchführen, die in Partnerschaft mit dem Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region vorgenommen wird.

Die Schlussfolgerungen dieser Bewertung werden dem Wallonischen Parlament mitgeteilt.

**Art. 10.** Das Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster*, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets einen von der Regierung gewährten Funktionszuschuss erhält, behält diese Subvention bis zum Datum der Anerkennung als Unternehmensnetzwerk bzw. *Cluster*, unter der Voraussetzung, dass es binnen drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets einen Antrag auf Anerkennung eingereicht hat.

Für die Berechnung der in Art. 3, § 1, Absatz 4 erwähnten Subvention werden nach von der Regierung festgelegten Modalitäten die vorherigen Perioden, im Laufe derer Subventionen gewährt wurden, berücksichtigt, um den Prozentsatz der zugelassenen Kosten festzulegen.

**Art. 11.** Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.  
Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 18. Januar 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2006-2007.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments, 478 (2006-2007). Nrn. 1 und 2.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 17. Januar 2007.*

Diskussion - Abstimmung.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 707

[2007/200428]

#### 18 JANUARI 2007. — Decreet betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Onder "bedrijvennetwerk of *cluster*" in de zin van dit decreet dienen te worden verstaan : de feitelijke vereniging, de vereniging zonder winstgevend oogmerk, het economisch samenwerkingsverband of het Europees economisch samenwerkingsverband waarvan het productiesysteem, dat georganiseerd is op initiatief van hoofdzakelijk ondernemingen die in het Waalse Gewest actief zijn en die eventueel de medewerking kunnen krijgen van universitaire instellingen, onderzoekscentra, opleidingscentra, gekenmerkt is door :

1° de inzet van een kritische massa die één of meerdere activiteitengebieden vertegenwoordigt;

2° de invoering van een samenwerkingskader rond gebonden activiteiten;

3° de totstandbrenging, op vrijwillige basis, van complementaire relaties tussen de leden van het bedrijvennetwerk of *cluster*;

4° de bevordering van een gemeenschappelijke ontwikkelingsvisie.

In het geval van een feitelijke vereniging stelt de Regering de minimumbepalingen vast die opgenomen dienen te worden in de verenigingsovereenkomst die leden van het bedrijvennetwerk of *cluster* verbindt.

Om in aanmerking te komen voor een verlenging van de erkenning of de subsidie dient het oorspronkelijk in de vorm van een feitelijke vereniging erkend bedrijvennetwerk of *cluster* het statuut aan te nemen van vereniging zonder winstgevend oogmerk, economisch samenwerkingsverband of Europees economisch samenwerkingsverband.

**Art. 2.** De Regering kan na advies van het onderzoekscomité bedoeld in artikel 4 het bedrijvennetwerk of *cluster* erkennen dat een verzameling activiteiten ontwikkelt, of zich ertoe verbindt ze te ontwikkelen, die deel uitmaken van elk van de zes hiernavermelde hoofdlijnen :

1° acties om elkaar als leden van een bedrijvennetwerk of *cluster* te kennen of met het oog op de kennismaking met de omgeving van het betrokken activiteitengebied;

2° acties ter versterking van de commerciële banden tussen de leden van het bedrijvennetwerk of *cluster* of waardoor ze een hogere innovatiecapaciteit en concurrentieniveau kunnen bereiken;

3° acties ter ontwikkeling van samenwerkingsverbanden die leden van het bedrijvennetwerk of *cluster* onderdompelen in de gebieden van de goederenproductie, de dienstverlening, het onderzoek en de ontwikkeling of de commerciële benadering met, in voorkomend geval, de creatie van nieuwe activiteiten;

4° lokale en internationale promotieacties van het bedrijvennetwerk of *cluster*, eventueel met het oog op het aantrekkelijker maken van het Waalse Gewest voor buitenlandse investeerders of de deelname van het bedrijvennetwerk of *clusters* aan vakbeurzen;

5° acties voor het delen van kennis en het uitwisselen van goede praktijken tussen bedrijvennetwerken of *clusters*, eveneens op internationaal niveau;

6° acties ter versterking van de synergie tussen de activiteiten van het bedrijvennetwerk of *cluster* en activiteiten van andere organisatievormen van ondernemingen, meer bepaald de concurrentiepolen.

De Regering kan het type acties bedoeld in lid 1 nader bepalen naar gelang van ofwel de evolutie van het activiteitengebied van het bedrijvennetwerk of *cluster* ofwel het aantal bestaansjaren ervan.

**Art. 3.** § 1. De Regering kan op de wijze die zij bepaalt, na advies van het onderzoekscomité bedoeld in artikel 4, een driejarige subsidie verlenen aan het in de zin van artikel 2 erkende bedrijvennetwerk of *cluster*.

De kosten die voor de subsidie toegelaten zijn, zijn door de Regering vastgesteld en bedragen maximaal 160.000 euro per jaar.

De toegelaten kosten die als grondslag dienen voor de berekening van de subsidie zijn de structuur- en organisatiekosten die rechtstreeks verbonden zijn aan de invoering, de dagelijkse werking en de ontwikkeling van het bedrijvennetwerk of *cluster*, met uitsluiting van de kosten die gefinancierd zijn door andere programma's voor openbare (gewestelijke, nationale of Gemeenschaps-)subsidies.

De subsidie maakt een percentage van die kosten uit, berekend als volgt :

- 1° de eerste drie jaar, 100 % van de kosten;
- 2° de volgende drie jaar, 80 % van de kosten;
- 3° de volgende jaren, 50 % van de kosten.

Om in aanmerking te komen voor de verlenging van de subsidie na het eerste triënnium deelt het bedrijvennetwerk of *cluster* een nieuw actieplan mee, gepaard gaande met nieuwe doelstellingen die tijdens de verlengingsperiode bereikt moeten worden.

Om in aanmerking te komen voor een subsidie na het zesde jaar toont het bedrijvennetwerk of *cluster* op de door de Regering bepaalde wijze mee dat er in het activiteitengebied een gunstige evolutie plaatsvond ten opzichte van de prestatie-indicatoren die in het kader van de procedure voor de erkenning, de verlenging en de subsidie bedoeld in artikel 5 zijn vastgesteld.

§ 2. De Regering kan op de wijze die zij bepaalt, na advies van het onderzoekscomité bedoeld in artikel 4, een specifieke subsidie verlenen aan het bedrijvennetwerk of *cluster* dat :

1° ofwel een samenwerkingsverband invoert voor de deelname ervan aan een internationaal samenwerkingsprogramma;

2° ofwel een samenwerking sluit tussen bedrijvennetwerken of *clusters* voor de uitvoering van een specifieke taak, ook in internationaal verband.

De maximale tegemoetkoming in het kader van de bovenvermelde specifieke subsidie bedraagt 24.000 euro.

De toegelaten kosten die voortvloeien uit de actie bedoeld in lid 1 zijn de uitgaven voor het opzetten van het samenwerkingsverband, met uitsluiting van de kosten die gefinancierd zijn door andere programma's voor openbare (gewestelijke, nationale of Gemeenschaps-)subsidies.

De toegelaten kosten die voortvloeien uit de actie bedoeld in lid 1, 2°, zijn de bijkomende kosten die het bedrijvennetwerk of *cluster* op zich neemt om de voorgestelde samenwerking tot stand te brengen, met uitsluiting van de kosten die gefinancierd zijn door andere programma's voor openbare (gewestelijke, nationale of Gemeenschaps-)subsidies.

**Art. 4.** Er wordt een onderzoekscomité opgericht in het kader van dit decreet. Opdracht ervan is, aan de Regering advies uit te brengen over :

- 1° de dossiers voor de aanvraag van een eerste erkenning en van een subsidie;
- 2° de dossiers voor de verlenging van de erkenning en de subsidie op grond van de beoordeling bedoeld in artikel 8;
- 3° de dossiers voor de aanvraag van de specifieke subsidie bedoeld in artikel 3, § 2, lid 1, 1° en 2°;
- 4° de voorstellen tot intrekking van de erkenning en de subsidie aan een bedrijvennetwerk of *cluster*;
- 5° de nadere regels voor de uitvoering van dit decreet.

Het onderzoekscomité bestaat uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Economie en een plaatsvervanger;
- 2° een lid en een plaatsvervanger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° een lid en een plaatsvervanger van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie;
- 4° twee deskundigen en twee plaatsvervangers, gemachtigd door de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);
- 5° twee onafhankelijke externe deskundigen en twee plaatsvervangers.

De Regering benoemt de voorzitter van het onderzoekscomité en wijst de in lid 2, 2°, 3° en 5°, bedoelde leden van het onderzoekscomité aan. Wat betreft de leden bedoeld in lid 2, 4°, wijst zij ze, in voorkomend geval, aan op grond van een voordracht door de machtigende instelling.

Enkel de leden bedoeld in lid 2, 1° tot en met 3°, hebben stemrecht.

Het onderzoekscomité komt bijeen in functie van het aantal ingediende aanvragen en minstens tweemaal per jaar. De Regering bepaalt de procedure voor de aanhangingsmaking bij het onderzoekscomité.

Het mandaat van de leden en deskundigen duurt vijf jaar. Het wordt beëindigd :

- 1° bij ontslag;
- 2° indien de machtigende instelling die een lid heeft voorgedragen, om diens vervanging verzoekt;
- 3° indien een lid de hoedanigheid verliest die zijn mandaat verantwoordde.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen vóór verstrijken ervan wordt door diens plaatsvervanger vervangen voor de nog lopende periode.

De leden van het onderzoekscomité zijn ertoe verplicht de feiten, handelingen of inlichtingen waarvan ze kennis hebben gehad in de uitoefening van hun ambt geheim te houden zowel tijdens de duur van hun mandaat als na verstrijken ervan.

**Art. 5.** In het kader van zijn opdrachten bepaald in artikel 4, lid 1, 1° tot en met 3°, neemt het onderzoekscomité het innoverend karakter van de door het bedrijvennetwerk of *cluster* ondernomen initiatief en de implementering van acties in verband met elk van de zes hoofdlijnen bepaald in artikel 2, lid 1, 1° tot en met 6°, in overweging. Het motiveert zijn advies en houdt rekening met volgende criteria :

- 1° het representatief karakter van het bedrijvennetwerk of *cluster* in termen van de kritische massa die onder andere beoordeeld wordt ten opzichte van de ruimtelijke dimensie of het betrokken activiteitengebied;
- 2° de wijze waarop nieuwe leden in het bedrijvennetwerk of *cluster* worden opgenomen;
- 3° het interactiviteitsniveau tussen de leden van het bedrijvennetwerk of *cluster*;
- 4° het niveau van de gemeenschappelijke visie en de kwaliteit van de acties bedoeld in artikel 2;
- 5° de kwalitatieve en kwantitatieve prestatie-indicatoren als gevolg van het betrekken van bedrijven in een netwerk in het kader van de *cluster*;



6° de kwaliteit van de animatie en de wijze van beheer van het bedrijvennetwerk of *cluster*;  
 7° de toegevoegde waarde die er op gewestelijk vlak van verwacht kan worden;  
 8° de additionaliteit van het overheidsoptreden;  
 9° de mogelijkheid om het bedrijvennetwerk of *cluster* een duurzaam karakter te verlenen;  
 10° de complementariteit met andere bedrijvennetwerken of *clusters* of concurrentiepolen die door de Regering worden ondersteund.

In de hypothese bedoeld in artikel 3, § 2, lid 1, 1°, analyseert het onderzoekscomité de dossiers voor de aanvraag van een specifieke subsidie volgens deze criteria :

1° het integratieniveau van het bedrijvennetwerk of *cluster* in het internationale programmaproject;

2° het type programma's en acties dat overwogen wordt;

3° de potentiële economische en technologische gevolgen voor het Waalse Gewest.

In de hypothese bedoeld in artikel 3, § 2, lid 1, 2°, analyseert het onderzoekscomité de dossiers voor de aanvraag van een specifieke subsidie volgens deze criteria :

1° het voorstellen van een samenwerkingsovereenkomst tussen de betrokken bedrijvennetwerken of *clusters*;

2° de additionaliteit van de uit te voeren taak tegenover de acties bedoeld in artikel 2, lid 1;

3° de potentiële economische en technologische gevolgen voor het Waalse Gewest.

4° de kwaliteit van de overwogen samenwerking;

5° de nauwkeurigheid van het financiële plan van het project en de daadwerkelijke inschakeling van andere financieringsbronnen.

De Regering kan de criteria bedoeld in leden 1 en 2 nader bepalen.

**Art. 6.** De Regering bepaalt de procedures voor de erkenning en de verlenging van de erkenning.

Zij bepaalt de nadere regels voor de toekenning, de controle en de storting van de subsidie.

Ze bepaalt eveneens de procedure voor de intrekking van de erkenning als het bedrijvennetwerk of *cluster* niet meer voldoet aan de voorwaarden opgelegd bij of krachtens dit decreet.

**Art. 7.** De Regering deelt jaarlijks een verslag over de uitvoering van dit decreet aan het Waals Parlement mee, eventueel samen met de gegevens van de uitgevoerde beoordeling.

Zij licht er de "Conseil économique et social de la Région wallonne" over in.

**Art. 8.** In de loop van het laatste halfjaar van elke driejarige erkenningsperiode wordt het gesubsidieerde bedrijvennetwerk of *cluster* op de wijze bepaald door de Regering globaal beoordeeld.

**Art. 9.** Alle drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet laat de Regering in samenwerking met de "Conseil économique et social de la Région wallonne" een externe beoordeling verrichten over het Waalse netwerkings- of *cluster*beleid.

De conclusies van die beoordeling worden aan het Waalse Parlement medegedeeld.

**Art. 10.** Het bedrijvennetwerk of *cluster* dat vóór de inwerkingtreding van dit decreet in aanmerking komt voor een door de Regering toegekende werkingssubsidie komt er verder voor in aanmerking tot op de datum van erkenning ervan als bedrijvennetwerk of *cluster*, op voorwaarde dat er een erkenningsaanvraag is ingediend binnen de drie maanden volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor de berekening van de subsidie bedoeld in artikel 3, § 1, lid 4, wordt er volgens de nadere regels bepaald door de Regering rekening gehouden met de vorige periodes waarin de subsidie is verleend, om het percentage van de toegelaten kosten te bepalen.

**Art. 11.** De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 januari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
 Nota

(1) Zitting 2006-2007 :

Stukken van het Waalse Parlement, 478 (2006-2007) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 januari 2007.

Bespreking - Stemmingen